



CLUB CONVAINCRE
www.convaincre-rhone.fr

Le 31 Octobre 2022

Le Club CONVAINCRE DU RHONE a remarqué

A notre agenda :

Mardi 8 novembre 2022 à 18 H 30
Forum par visio Thème à définir .

Mardi 15 novembre 2022 à 18 H 30
Forum Sur le thème des retraites. Présentation de Michel Weill.
A la Maison des solidarités au 215 Rue Vendôme, 69003 Lyon

Mardi 22 novembre 2022 à 20 H 30
Conférence Quelle politique énergétique pour l'Union Européenne ?
En partenariat avec le Pacte Civique, Sauvons l'Europe
A la société des lecteurs de Lyon, 39 Bis rue de Marseille Lyon 7^{ème}.

Rubrique Europe

ITALIE : *Giorgia MELONI nommée Président du Conseil*

Cette dirigeante d'extrême droite de 45 ans, devient la première femme à occuper ce poste en Italie après la victoire de son parti "Fratelli d'Italia" aux élections législatives. Son gouvernement le plus à droite depuis la seconde guerre mondiale comprend la Ligue , le parti de Matteo SALVINI nommé vice-président et Forza Italia de Silvio BERLUSCONI, ami de Vladimir POUTINE.

Le Sénat, la chambre haute du Parlement italien, a élu à sa présidence Ignazio LA RUSSA, cofondateur de Fratelli d'Italia Ce Sicilien de 75 ans a milité toute sa vie à l'extrême droite fachiste, et la chambre basse a choisi pour président Lorenzo

FONTANA, un proche allié de SALVINI, aux positions ultra-conservatrices sur des questions telles que l'avortement et le mariage homosexuel.

Depuis plusieurs années, La Ligue-Forza Italia et Fratelli d'Italia défendent des positions souverainistes et les traditions nationales ainsi que la lutte contre l'immigration. Giancarlo GIORGETTI, déjà ministre du développement économique dans le cabinet de Mario DRAGHI, occupera le poste de ministre des finances et sur la question européenne, Giorgia MELONI se veut plus modérée et n'envisage pas un retrait de l'Union européenne, ni de l'OTAN.

Source : Le Courrier International du 22 octobre 2022

UKRAINE : Le "Prix SAKHAROV pour la liberté de l'esprit"

Institué en 1988, ce prix est remis chaque année par le Parlement européen à des personnes ou des organisations en lutte contre l'oppression, l'intolérance et l'injustice. Cette année, le peuple ukrainien, victime de l'invasion russe, a obtenu par un consensus des groupes politiques européens " *Ce prix est dédié aux Ukrainiens qui se battent sur le terrain. A ceux qui ont été obligés de fuir. À ceux qui ont perdu des proches et des amis. A tous ceux qui résistent et se battent pour leurs convictions. Je sais que le courageux peuple d'Ukraine ne cédera pas, et nous non plus* " à déclaré Roberta METSOLA Présidente du Parlement européen.

Ce prix a été baptisé du nom de l'inventeur de la bombe à hydrogène soviétique Andreï SAKHAROV (1921-1989) qui s'est engagé dans une action de sensibilisation aux méfaits d'une course à l'armement nucléaire. Considéré comme dissident, il fut assigné à résidence dans la ville de Gorki (aujourd'hui Nijni Novgorod) et il a créé en 1970 un comité de défense des droits de l'homme et des victimes des procès politiques. 5 ans plus tard, le prix NOBEL lui est décerné pour le récompenser de ses efforts en faveur de la paix dans le monde.

source : Toute l'Europe du 20/10/2022

ROYAUME UNI : Rishi SUNAK chef du gouvernement Britannique

L'ancien ministre des Finances de 2020 à 2022 de Grande Bretagne a pris la tête du parti Conservateur en remplacement de Liz TRUSS (44 jours au 10 Downing Street) et il a été nommé le mardi 25 octobre 2022 Premier ministre (le troisième en deux mois) par le roi Charles III. Cet ancien banquier d'affaires de 42 ans d'origine Indo-

Britannique a travaillé chez Goldman Sachs et pour quelques fonds spéculatifs, puis a été l'un des premiers partisans du Brexit.

Il hérite d'une montagne de problèmes avec une économie en plein désarroi, un hiver de grèves, une crise énergétique imminente et un système de santé sous tension, en plus de la crise nord-irlandaise. Ce contexte rendra-t-elle son action avant tout pragmatique ? Dans les discussions avec l'Europe et l'Irlande trouvera-t-il une attitude pacifique et raisonnable pour trouver une solution diplomatique avec Bruxelles?

Le Royaume -Uni est sorti de l'Union européenne le 31 janvier 2020 conformément aux souhaits exprimés en grande Bretagne lors du référendum du 23 juin 2016. Après de longues négociations, le gouvernement Britannique et les dirigeants européens se sont mis d'accord, le 24 décembre 2020, sur les modalités de cette sortie effective le 1er janvier 2021. Depuis, la Commission européenne a lancé des procédures d'infraction contre le Royaume-Uni pour ne pas avoir réalisé les contrôles sanitaires et phytosanitaires et des contrôles douaniers entre l'Ulster et le Grande Bretagne et le refus de communiquer à l'Union européenne des statistiques de commerce essentielles pour permettre de protéger le marché unique telles que prévues dans les accords entre Londres et Bruxelles.

Source : Toute l'Europe du 25/10/2022

ENVIRONNEMENT: *La Commission européenne dévoile son plan "Zéro pollution" pour 2050*

Le 26 octobre l'exécutif européen a présenté son programme visant à rendre l'environnement exempt de toute pollution nocive d'ici 2050 avec l'ambition de réduire des 3/4 la mortalité liée à la pollution de l'air d'ici 2030 ". *Nous payons la pollution avec des impôts, la santé et des vies humaines. Nous payons, et plus nous attendons pour réduire cette pollution, plus les coûts pour la société sont élevés*" a alerté Frans TIMMERMANS le Commissaire européen en charge du Pacte vert de l'Union européenne.

Qualité de l'air

Le plan vise à réduire le nombre de décès prématurés causés par la pollution atmosphérique de plus de 300 000 par an, selon le rapport de décembre 2021 de l'Agence européenne pour l'environnement. Sont visées les particules fines de 2,5 microns qui pénètrent plus facilement dans les poumons. La Commission propose

d'abaisser la valeur limite annuelle à 10 microgrammes/m³ en 2030 et d'aligner les normes sur les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Qualité des eaux :

Obligation de traitement des eaux des communes dès 1 000 habitants et un traitement plus efficace et plus rentable des eaux urbaines résiduaires avec la récupération des "nutriments" (azote, phosphates, composants chimiques). Les implications des industriels par la mise en œuvre du principe "pollueur-payeur" et des normes plus strictes relatives aux eaux de surface et souterraines.

Indemnisation des victimes :

La Commission souhaite garantir aux personnes dont la santé est affectée par la pollution atmosphérique le droit d'être indemnisées en cas de violation des règles européennes de qualité de l'air. Les victimes pourront notamment être représentées par des ONG dans le cadre d'actions collectives. Plusieurs Etats dont la France et l'Allemagne ont déjà été condamnés par la Cour de Justice de l'Union Européenne pour des dépassements répétés des normes actuelles.

source : Toute l'Europe du 27 octobre 2022

Rubrique société

La Nupes divisée sur la stratégie face au RN Le Monde du 29 octobre 2022 page 10

Daniel Cohn-Bendit : "Pour moi, tous les partis politiques sont des has been, dépassés par la réalité". Une pensée, vision, activité politiques Emission Sens Politique de France Culture 12 H 45 29 octobre

La motion de censure de la Nupes : un triple gain pour Le Pen Le Monde du 27 octobre 2022 page 10 11

La France subit actuellement une vague de chaleur inédite par sa durée et son intensité *Le mois d'octobre 2022 sera à coup sûr le plus chaud jamais enregistré, dans la continuité d'une année extrême, bien partie pour battre un record. Le Monde - 29 octobre 22 Par Audrey Garric*

« Le mois d'octobre sera à coup sûr le plus chaud jamais enregistré, et de « très loin », annonce Christine Berne, climatologue à Météo-France. Il battra « vraisemblablement de 1 °C » le dernier record, datant de 2001. « On a eu un peu de mal à y croire au début », reconnaît la scientifique. »

« Mais ce qui est totalement inédit, c'est la persistance de cette vague de chaleur, qui devrait durer entre quinze et dix-sept jours. La France a déjà connu des poussées de fièvre de trois ou quatre jours en octobre, « mais nous n'avons pas, dans nos archives, une période aussi chaude et durable à l'échelle française après le 15 octobre », précise Christine Berne.

Climat : résister au fatalisme mortifère Edito du « Monde » - 29 octobre 22

Les efforts des Etats restent très insuffisants et si les politiques actuelles sont poursuivies en l'état, l'élévation des températures atteindra 2,8 °C en 2100. Sans investissements supplémentaires, sans une accélération des transferts financiers des pays du Nord vers ceux du Sud, les objectifs climatiques resteront de vaines promesses.

« Mêmes mots, mêmes gimmicks, mêmes obsessions... Macron s'est glissé sans fard dans les habits de Sarkozy » Le Monde - 29 octobre 22

Lors de son entretien sur France 2, mercredi, le chef de l'Etat a largement puisé dans le vocabulaire et les idées de l'ancien président, avec lequel il avait d'ailleurs déjeuné la veille. Des emprunts calculés, explique Solenn de Royer, journaliste au service politique du « Monde », dans sa chronique.

Les marchés financiers votent désormais au centre Les Echos – 28-29 octobre

LA CHRONIQUE d'Eric Le Boucher

Longtemps chantres du libéralisme, les marchés financiers, comme le FMI, se convertissent au « social-libéralisme ». Et ce, pour une raison simple : le monde, aujourd'hui, a avant tout besoin de stabilité.

« Que Liz Truss ait été victime des marchés démolit le libéralisme orthodoxe des baisses d'impôts, de la réduction de l'Etat et de la restriction des dépenses. publiques. Cette doctrine reste celle des républicains américains et de la ligne Fillon-Pécresse en France. Mais ce libéralisme-là est « dépassé », écrit Patrick Artus de Natixis (Flash

Economie, 25 octobre). L'Etat retrouve des vertus en investissant pour l'avenir dans le système éducatif, la santé, la digitalisation, mais aussi dans « la politique industrielle », terme honni il y a peu. En outre, quand les défis sont mondiaux (climat) ou continentaux (la souveraineté technologique), le nationalisme et l'euroscpticisme perdent toute pertinence.

La guerre entre la France et l'Allemagne redevient possible

Les Echos - 28-29 octobre LA CHRONIQUE de Jacques Attali

« La divergence dans les intérêts fondamentaux des deux nations n'est pas nouvelle. Elle a toujours été présente, dans toutes les discussions entre les dirigeants français et allemands. De plus, ces deux pays n'ont jamais réussi à s'intégrer culturellement, démographiquement, socialement : ces deux nations se connaissent encore très mal.

Ce qui a empêché, pendant soixante ans, ces divergences de devenir des sources de rupture, c'est que les hommes et femmes politiques de ces deux pays avaient, dans leur chair, la marque de ce à quoi avait conduit une rupture franco-allemande : trois guerres en un siècle. Et ils savaient faire les concessions nécessaires pour que jamais cela ne recommence. Ils n'oubliaient pas les leçons de leurs vies, si bien résumées par François Mitterrand dans son dernier discours au Parlement européen : « Le nationalisme, c'est la guerre. »

Aujourd'hui, les dirigeants de ces deux pays n'ont pas le même passé. Aucun n'a vécu de près les malheurs, ni même les conséquences des malheurs, de la Seconde Guerre mondiale. Beaucoup d'entre eux pensent d'ailleurs que la paix entre nos deux nations est une donnée garantie pour les siècles à venir. Et qu'ils peuvent allégrement prendre des voies divergentes sans rien risquer d'essentiel. C'est dramatiquement faux.

Si nous ne reprenons pas au plus vite le chemin de progrès dans l'intégration européenne, en faisant chacun des concessions à l'autre, toute la construction des soixante dernières années s'effondrera. Très précisément : si on ne construit pas une armée européenne, c'est la Banque centrale européenne qui sera remise en cause. Une nouvelle guerre franco-allemande, redeviendra possible, avant la fin de ce siècle. On peut compter sur nos ennemis, ou nos concurrents, à Washington, à Londres, à Moscou, à Pékin, pour souffler sur ces braises. »

La transition énergétique mondiale dopée par la crise et la guerre en Ukraine

Les Echos - 28-29 octobre Nicolas Rauline

1 Selon le rapport annuel de l'Agence internationale de l'énergie, la flambée des prix et la guerre en Ukraine ont accéléré les investissements dans les énergies propres.

1 Mais c'est loin d'être suffisant pour répondre aux objectifs de neutralité carbone en 2050.

« La crise est une opportunité unique pour faire avancer la transition énergétique. C'est le message que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) fait passer dans son rapport annuel, publié jeudi. Selon elle, les plans ambitieux poussés par certains gouvernements ces derniers mois devraient faire grimper les investissements dans les énergies propres à 2.000 milliards de **dollars par an** dans le monde à l'horizon 2030, soit 50 % de plus qu'aujourd'hui. »

« Pour atteindre l'objectif de la neutralité carbone en 2050 et ainsi stabiliser la hausse des températures à 1,5 degré, l'AIE estime qu'il faudrait des investissements de 4.000 milliards de dollars annuels dans les énergies propres. »

La BCE sur tous les fronts face à l'inflation

Les Echos -Vendredi 28 et samedi 29 octobre 2022

1 La Banque centrale européenne a encore une fois frappé fort et a relevé ses taux directeurs de 75 points de base.

1 Elle a également décidé de durcir les conditions des prêts accordés aux banques pendant la crise.

1 Et l'institution de Francfort présentera en décembre ses plans pour dégonfler son bilan.

« Malgré les critiques des dirigeants politiques, dont celles d'Emmanuel Macron dans « Les Echos », la Banque centrale européenne n'a pas dévié de sa ligne de conduite. Une lutte sans répit contre l'inflation, qui passe notamment par un nouveau tour de vis sur les taux. « La décision que nous prenons aujourd'hui est la plus appropriée pour rétablir la stabilité des prix qui, comme vous le savez, est d'une importance capitale pour la prospérité et la reprise de l'économie », s'est défendue Christine Lagarde, présidente de la BCE, lors de la conférence de presse. Mais l'institution de Francfort a décidé de jouer sur tous les leviers à sa disposition pour mater la hausse des prix. »

« L'inflation actuelle puise ses racines dans des facteurs liés à l'absence de transition énergétique »

Le Monde - 30 octobre 22

L'économiste Jézabel Couppey-Soubeyran propose de coordonner les politiques monétaire et budgétaire européennes pour les orienter vers la transition écologique et éviter ainsi la récession qui vient.

« Une politique monétaire lucide quant à la nature réelle de l'inflation et aux risques de crise financière permettrait d'éviter aux Etats de mener une politique budgétaire restrictive qui fera monter la crise sociale, ou de prendre des demi-mesures visant à contenir d'un côté la tension sociale, et de l'autre la pression des marchés financiers. Car ce n'est pas en ménageant la chèvre et le chou qu'on dépassera ces contradictions.

Pour gagner en cohérence, le policy-mix (combinaison de politiques budgétaire et monétaire) va devoir verdir. Une politique d'investissements dans la transition énergétique et écologique et d'accompagnement social des secteurs les plus concernés devrait être le pilier de la politique économique. La remontée des taux souverains sur le marché de la dette des Etats y fait aujourd'hui obstacle. Il est urgent pour cela de diversifier les sources de financements des Etats, avec par exemple des prêts perpétuels et gratuits de la banque centrale qui permettraient de financer ce qui ne le sera pas par des emprunts de marché. »

« La tempête sur les marchés financiers britanniques pointe les contradictions des responsables politiques »

Le Monde - 30 octobre 22

Concilier les trois impératifs de lutte contre l'inflation, de maintien des revenus et de réponse à la crise énergétique est mission impossible, au Royaume-Uni comme ailleurs, affirme l'économiste Robert Boyer.

« Le relèvement en chaîne des taux d'intervention des banques centrales pour lutter contre l'inflation a de fait exacerbé le conflit entre normalisation financière et demande sociale de protection face aux risques systémiques. Au point d'introduire l'équivalent d'un « trilemme » : toutes les banques centrales ont à concilier trois impératifs qui hélas ne peuvent être satisfaits simultanément. Lutter contre l'inflation, appuyer les gouvernements dans **leur** effort de stabilisation de la conjoncture, mais aussi la préparation de l'avenir, tout en maintenant la stabilité financière.

En conséquence, les responsables de la politique économique répondent dans l'urgence à celui des impératifs qui apparaît comme le plus saillant et pressant. Les revirements et les changements de cap déstabilisent les vues sur l'avenir, accroissent la volatilité sur tous les marchés financiers, au point de paralyser le dynamisme de l'investissement. Ce nœud de contradictions a été aggravé et non créé par l'énorme erreur du gouvernement britannique. »

« Les banques centrales sont contraintes de relever leurs taux d'intervention, accroissant ainsi le risque de récession.

L'issue de ces processus complexes dépend beaucoup du cours que prendra la politique monétaire américaine : pourra-t-elle vaincre l'inflation sans récession majeure, ou faudra-t-il répéter le douloureux épisode Volcker qui associa à la fin des années 1970 retour à la stabilité monétaire, longue récession et réduction de la croissance à moyen terme ? »

Face aux tensions entre Paris et Berlin, relancer la dynamique du dialogue franco-allemand L'éditorial du « Monde » - 26 octobre

Les divergences de vue entre la France et l'Allemagne arrivent au pire moment, alors que Vladimir Poutine teste la solidarité européenne et que le leadership franco-allemand est contesté au sein des Vingt-Sept. Il y a urgence à remettre à plat la relation entre les deux pays.

« Ce n'est pas seulement la solidité du couple franco-allemand qui est en jeu, mais aussi son rôle structurant au sein du projet européen, qui est menacé d'affaiblissement.

Ces dissensions ont des causes objectives. L'invasion russe de l'Ukraine a fait voler en éclats les certitudes allemandes sur lesquelles le pays avait bâti sa prospérité. Entre la fin de l'accès à une énergie peu chère en provenance de Russie et la remise en cause de la paix en Europe, l'Allemagne doit réinventer son modèle économique, tout en improvisant un rôle géopolitique auquel **elle** avait renoncé après la capitulation de 1945. Il s'agit d'un véritable séisme, qui ne pouvait que rebattre profondément les cartes de la relation avec la France.

De fait, les sujets de discorde se sont accumulés ces dernières semaines. Dans la défense, plusieurs projets communs font du surplace, qu'il s'agisse de l'avion du futur ou de la prochaine génération de chars. Le projet de bouclier antimissiles conduit par l'Allemagne au sein d'un groupe de 14 pays, sans la France, qui mène le sien propre, a tendu encore un peu plus les relations.

Dans l'énergie, Berlin bloque sur le principe d'un plafonnement du prix du gaz poussé par la France, tandis que Paris ne veut pas entendre parler d'un projet de gazoduc reliant l'Espagne au reste de l'Europe pour alimenter l'industrie allemande. Sur le plan économique, la France n'a pas apprécié que le chancelier allemand dégage sans prévenir un gigantesque plan de soutien à son économie de 200 milliards d'euros, interprété comme une remise en question des principes de concurrence au sein de l'UE. Même le rythme de la construction européenne fait l'objet de débats. Quand Berlin défend un élargissement vers l'est, Paris plaide pour un approfondissement de l'intégration, sans craindre une Europe à plusieurs vitesses. »

« Ces divergences de vue arrivent au pire moment, alors que Vladimir Poutine teste la solidarité européenne et que le leadership franco-allemand est contesté au sein des Vingt-Sept. Les pays baltes et la Pologne reprochent à leurs deux puissants partenaires leur manque de lucidité et leur modération sur la menace russe, malgré les avertissements qu'ils leur avaient adressés. La brouille au sein du tandem contribue à saper sa crédibilité et sa légitimité pour donner le ton de la politique européenne. »

« Il y a urgence à remettre à plat la relation franco-allemande, quitte à se dire les choses qui fâchent. Le discours du chancelier allemand prononcé à Prague en août avait suscité l'espoir en entrant en résonance avec plusieurs points abordés par Emmanuel Macron quatre ans plus tôt à la Sorbonne. C'est le moment de se concentrer sur les convergences possibles pour tenter de relancer une dynamique sans laquelle l'UE risque de se déliter. »

La guerre en Ukraine complique la quête d'une « souveraineté européenne »

Le Monde - 26 octobre

Les Etats d'Europe centrale, baltes et nordiques accusent l'Allemagne et la France d'avoir sous-estimé la menace russe. Ils se tournent vers Washington pour assurer leur sécurité.

« Pour défendre sa souveraineté, cette partie de l'Europe se tourne vers Washington plutôt que vers Paris ou Berlin. Dans l'urgence, la guerre décidée par Vladimir Poutine marque en effet le grand retour des Etats-Unis et la renaissance de l'OTAN sur le Vieux Continent, au détriment des appels à une « défense européenne » répétés par Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat français espérait tirer parti de la présidence de Donald Trump, qui jugeait l'OTAN « obsolète », pour inciter les Européens à muscler leur coopération militaire et leur industrie de défense. Cependant, l'engagement décisif de l'administration de Joe Biden en soutien à l'Ukraine a modifié la donne : l'aide américaine à Kiev est cruciale sur les plans militaire comme financier et elle reste loin devant l'effort fait par les Européens.

« Il faudra accepter que la souveraineté européenne passe par un nouveau partage de souveraineté nationale, prévient Thierry Chopin. C'est quelque chose de très difficile sur les questions de défense et d'énergie, mais analogue à ce qui s'est passé au moment de la création de l'euro sur le plan monétaire », dans un contexte, déjà, de grand bouleversement géopolitique dans la foulée de la chute du mur de Berlin, en 1989.

Un nouveau saut en matière d'intégration s'annonce cependant compliqué dans un contexte de montée en puissance des forces souverainistes, qui érodent, comme en France et en Espagne, les marges de manœuvre de gouvernements minoritaires. « Ces

quinze dernières années, l'UE a démontré sa capacité d'adaptation. Elle a accéléré son processus d'intégration, suite aux crises successives : crise mondiale des subprimes, vagues de réfugiés, Brexit, pandémie de Covid-19. Mais ces turbulences ont également réveillé de forts courants nationalistes au sein des Etats membres », estimait récemment le politologue Ivan Krastev, dans un entretien avec le diplomate Michel Duclos pour le compte de l'Institut Montaigne. »

« Le spectre de l'“America first”, le slogan de Donald Trump, est venu flotter sur le conflit ukrainien » Le Monde - 26 octobre - Gilles Paris

Un travail de sappe de la politique étrangère de Joe Biden est à l'oeuvre dans les rangs républicains. Certaines voix, proches de l'ex-président des Etats-Unis, critiquent l'aide apportée à l'Ukraine aux dépens des propres intérêts du pays

En Chine, le pouvoir absolu de Xi Jinping fait fuir les investisseurs Le Monde - 25 octobre

La Bourse de Hongkong a dévissé, lundi, en réaction à la démonstration de force du président chinois lors du congrès du Parti communiste et à sa volonté affichée de ne plus faire de la croissance économique sa priorité.

La Chine face au spectre d'une croissance molle Les Echos – 25 octobre

Le rebond du PIB au troisième trimestre ne suffit pas à rassurer les investisseurs sur les perspectives de croissance de la Chine.

« Les investisseurs n'ont pas applaudi à l'unisson comme les quelque 2.300 délégués chinois du Parti communiste chinois (PCC) réunis à Pékin pour le XXe Congrès. Au lendemain du troisième sacre de Xi Jinping à la tête de la Chine, la Bourse de Hong Kong s'est effondrée de plus de 6 % lundi, tandis que la Bourse de Shanghai s'est repliée de 2 %. »

« Les défis conjoncturels viennent s'ajouter aux défis structurels de l'économie chinoise (vieillesse, inégalité, endettement, etc.), poussant certains économistes à s'interroger sur un scénario de stagnation « à la japonaise » qui menace la Chine. »

« Tout en indiquant que la croissance reste « la priorité » du Parti, Xi Jinping a assez peu parlé d'économie lorsqu'il s'est exprimé publiquement en ouverture et à la clôture du XXe Congrès du Parti communiste, se montrant surtout préoccupé par les enjeux de

« sécurité ». La croissance économique n'est plus le seul objectif clé en soi. Xi Jinping paraît aujourd'hui prêt à en sacrifier une partie pour défendre d'autres priorités. Surtout dans un contexte international fait de « vents forts, mers agitées et tempêtes dangereuses ».

Rishi Sunak, un nouveau premier ministre britannique qui devra faire face à « de profondes difficultés économiques » Le Monde - 26 octobre

L'ancien ministre des finances va diriger un pays qui entre en récession, mais qui n'a aucune marge budgétaire pour réduire le choc.

« Dans sa très courte allocution après sa victoire, M. Sunak a lui-même reconnu l'ampleur de la tâche. « Le Royaume-Uni est un pays formidable, mais il ne fait aucun doute que nous faisons face à de profondes difficultés économiques. » Il fait face à un calendrier serré. Le nouveau budget, avec la présentation des grands équilibres budgétaires, est attendu dès lundi 31 octobre. Cette date avait été choisie par M. Hunt avant la démission de Mme Truss, et il semblerait que M. Sunak veuille s'y tenir. »

« Les Britanniques ont été moins protégés par leur gouvernement, leurs factures d'énergie ayant en moyenne doublé sur un an. Dans le même temps, la Banque d'Angleterre a commencé à sévèrement augmenter son taux d'intérêt, passé de 0,1 % en 2021 à 2,25 % actuellement. La crise provoquée par Liz Truss a provoqué une aggravation du problème, les marchés imposant une prime de risque supplémentaire pour prêter au Royaume-Uni. »

« M. Sunak fait donc face à un choix impossible. Il doit rassurer les marchés avec un budget construit autour d'une réduction du déficit, tout en essayant de protéger les Britanniques de cette crise. »

Italie : Giorgia Meloni promet que Rome restera « un partenaire fiable de l'OTAN en soutien à l'Ukraine » Le Monde avec AFP - 26 octobre

« L'Italie va respecter les règles » européennes, a également dit devant les députés la dirigeante d'extrême droite, qui s'est défendue de toute sympathie pour le fascisme.

« Dans un discours aux députés, la nouvelle cheffe du gouvernement italien, Giorgia Meloni, a réaffirmé avec force l'appartenance de l'Italie à l'Union européenne (UE), mardi 25 octobre. L'Italie fait « pleinement partie de l'Europe et du monde occidental », a déclaré la leader du parti postfasciste eurosceptique Fratelli d'Italia.

La dirigeante d'extrême droite a tenté d'apaiser l'inquiétude suscitée par la victoire historique de son parti en septembre. Elle a assuré que l'approche italienne n'était pas de « freiner et saboter l'intégration européenne », mais de faire mieux fonctionner la machine communautaire. »

« Mme Meloni s'est aussi voulue rassurante sur la ligne de son parti, niant toute « sympathie » ou « proximité vis-à-vis des régimes antidémocratiques ». « Pour aucun régime, fascisme compris », a insisté celle qui fut dans sa jeunesse une admiratrice de Mussolini.

Concernant le sujet de l'immigration, la nouvelle première ministre a assuré mardi que son gouvernement entendait « arrêter les départs illégaux » d'Afrique vers la Péninsule et « briser le trafic d'êtres humains » en Méditerranée. »

« Alors que l'inflation a augmenté de 8,9 % sur un an en septembre, elle s'est engagée en « priorité » à « renforcer les mesures de soutien aux ménages et entreprises, aussi bien pour les factures énergétiques que pour le carburant ». « Un engagement financier qui drainera une grande partie des ressources disponibles », a-t-elle reconnu. »

Europe : la bombe à retardement du plan de soutien allemand Les Echos – 25 octobre

« Au niveau européen, l'annonce du plan allemand de soutien aux ménages et aux entreprises a fait l'effet d'une bombe. L'ambition de dépenser 200 milliards d'euros qui viennent s'ajouter aux 65 milliards déjà prévus, soit en tout près de 8% du PIB en deux ans, fait peur sur le Vieux Continent, surtout en ce qui concerne l'industrie. »

« C'est une sorte de méga-CICE, le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi mis en place par François Hollande, ce que les économistes appellent « une dévaluation fiscale », où la collectivité prend à sa charge une part des coûts des entreprises qui ne peuvent plus les supporter. L'ex-premier ministre italien Mario Draghi, vite suivi par deux commissaires européens, le français Thierry Breton et l'italien Paolo Gentiloni, s'en est inquiété.

Le plan allemand de 200 milliards d'euros pour aider les ménages et les entreprises à passer la crise énergétique risque de faire diverger les économies des pays européens encore un peu plus. La zone euro en sortira plus fragilisée encore. »

« Les craintes de l'Allemagne pour son tissu industriel sont par ailleurs compréhensibles. Son industrie est, de loin, la première d'Europe. La production industrielle allemande est supérieure à celles de l'Italie et de la France combinées. »

Au Brésil, les évangéliques « en guerre spirituelle » contre le candidat Lula

Le Monde - 26 octobre

Nombre de pasteurs fondamentalistes mènent campagne pour la réélection du président d'extrême droite, Jair Bolsonaro, en déversant des flots de fausses informations qui n'épargnent pas son adversaire de gauche, ni même l'Eglise catholique.

« L'Eglise catholique n'est pas épargnée par cette « guerre » pendant cette campagne de l'entre-deux-tours. Des militants bolsonaristes ont interrompu des prêtres durant la messe en raison de leurs prêches jugés trop progressistes et ont traité le très conservateur cardinal de Sao Paulo de « communiste » sur les réseaux sociaux parce qu'il portait son vêtement liturgique rouge. Le 12 octobre, jour de la fête de Notre-Dame d'Aparecida, sainte patronne du Brésil, le président sortant s'est imposé pendant la messe, comme il l'avait fait lors d'une procession catholique à Belem. L'homélie de l'archevêque de la basilique d'Aparecida, Dom Orlando Brandes, qui a lancé qu'« une patrie aimée ne peut pas être une patrie armée », a déchaîné ses partisans, qui ont agressé en sortant les journalistes de la TV Aparecida.

La campagne de Lula semble totalement dépassée par le tsunami de fausses informations divulguées dans les cultes, puis reprises sur les réseaux sociaux de « pasteurs-chanteurs de gospel » qui affichent des millions d'abonnés. Selon les derniers sondages, l'ancien président a encore perdu des intentions de vote chez les évangéliques, et ce malgré la publication d'une lettre à leur attention le 19 octobre, dans laquelle le leader de la gauche s'engage à « défendre les familles pour éloigner les jeunes des drogues », se déclare « opposé à l'avortement » et promet de respecter la foi religieuse en soulignant « le travail social fondamental fait par les églises ». Mais le geste de Lula a été fait tardivement et à reculons : il n'a pas lu la lettre, et a maladroitement laissé cette tâche non pas à un évangélique, mais à l'ancien ministre Gilberto Carvalho, qui fut séminariste catholique.

Le groupe Nouvelles narratives évangéliques, qui rassemble des collectifs d'évangéliques progressistes, n'a pas attendu cette lettre pour s'opposer sur les réseaux sociaux à ce qu'il nomme le « christo-fascisme ». En ce dimanche 16 octobre ensoleillé, une dizaine de jeunes adultes pianotent frénétiquement sur leurs ordinateurs derrière les volets clos d'un appartement du centre de Rio de Janeiro. Ils produisent des vidéos courtes, à partir de leurs propres expériences de croyants évangéliques rejetés dans leurs églises pour leurs idées politiques. « On déconstruit le christo-fascisme avec les mêmes outils que les influenceurs d'extrême droite, mais en utilisant l'humour et l'argumentation. On se refuse à alimenter cette guerre », explique Pâmella Campos, 24 ans, piercing au nez et tiktokeuse évangélique.

Tous sont conscients de la force de frappe des évangéliques conservateurs, mais ils pensent avoir eux aussi une influence en soulignant leurs contradictions : « L'intolérance et la stigmatisation qu'ils pratiquent vont se retourner contre eux. Car ils

s'éloignent toujours plus de la parole de Dieu et les chrétiens ne pourront, à la fin, que s'en rendre compte », se persuade la pasteur baptiste Priscilla Reis. Mais peut-être pas avant le 30 octobre, jour de l'élection. »

« La France et l'Allemagne ont des intérêts vitaux communs, laissons de côté les récriminations réciproques » Le Monde - 25 octobre Frank Baasner Directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg

Les tensions entre Paris et Berlin doivent être mises de côté afin de répondre aux nombreux défis qui se posent pour l'Europe, prévient Frank Baasner, directeur de l'Institut franco-allemand de Ludwigsburg, dans une tribune au « Monde ».

« La question-clé est de savoir comment le marché unique peut offrir à nos entreprises et à nos emplois une base arrière solide. C'est l'avenir de la justice sociale qui est en jeu dans un monde non seulement ultra-compétitif **mais** tendant vers la guerre, comme les Français le perçoivent avec plus d'acuité.

Les chapitres à ouvrir, entre Paris et Berlin, et à Bruxelles, sont connus. »

« L'Union économique et monétaire (UEM) repose toujours sur une Banque centrale forte, appelée à prendre des décisions délicates, et sur des gouvernements menant des politiques économiques en ordre dispersé. Comment assurer une certaine cohérence dans les choix financiers et économiques ? »

« La défense européenne doit avancer résolument, sans s'opposer aux Etats-Unis, en montrant à ceux-ci que nous prenons notre part du fardeau. »

« Enfin et surtout, même si l'actualité en parle moins, nous devons affronter ensemble le défi du climat et de la préservation de la nature. La Commission, sous le leadership d'Ursula von der Leyen, a commencé à en poser les jalons, avec notamment l'European Green Deal, l'objectif de réduction des émissions à 55 % d'ici 2030 et les fonds dédiés. Dans ce domaine, la France et l'Allemagne ont engagé des politiques ayant les mêmes objectifs.

C'est à la fois un enjeu urgent, vital et un moyen de motiver de nouveau les jeunes générations pour la cause européenne, car c'est le ferment de la transformation de nos sociétés. Un défi à la hauteur de la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) en 1950 dans un contexte de guerre (en Corée) et de discorde franco-allemande.

A un moment historique appelant l'unité, il est indispensable de relancer la coopération franco-allemande en profondeur, non pas contre les autres partenaires

mais au service d'une plus grande unité européenne, non pas en raison du passé, mais pour l'avenir. »

A l'Assemblée nationale, LFI pris au piège de la stratégie populiste

Le Monde - 26 octobre - Abel Mestre

Les députés « insoumis » sont restés silencieux à propos du vote de leur motion de censure par le Rassemblement national. Une rupture avec une certaine tradition de gauche vis-à-vis de l'extrême droite.

« Mais peut-être n'est-ce pas Marine Le Pen qui a piégé les « insoumis ». Sans doute trouvent-ils ici la limite de leur stratégie populiste. Inspirée des travaux de la philosophe belge postmarxiste Chantal Mouffe, théoricienne du populisme de gauche, l'idée est d'établir une frontière entre un « nous » (le peuple) et un « eux » (les élites), supposé représenter les adversaires. LFI est persuadé que c'est le plan de bataille à adopter pour renverser le gouvernement. Mais la fin justifie-t-elle tous les moyens ? Car avec une gauche qui n'est pas majoritaire seule, cette stratégie porte en elle un danger : inclure l'extrême droite dans le « nous » populiste. C'est là que le piège se referme sur ses concepteurs.

Surtout, ce choix n'est pas partagé par les autres partenaires de la Nupes. Ainsi le socialiste Boris Vallaud ne s'y est-il pas trompé, durant son discours à l'Assemblée nationale, lorsqu'il lance : « Nous ne construirons jamais de majorité avec le Rassemblement national (...) Si nous devons être les derniers à vous combattre, nous le serons ! »

Une manière de se désolidariser des députés RN mais aussi un avertissement à ceux qui, à gauche, pourraient être tentés par une alliance tactique des contraires. »

En comparant la Nupes au RN, les macronistes creusent leur propre tombe

par Lilian Alemagna Libé - le 25 octobre 2022

Parce que l'extrême droite a voté la motion de censure de la Nupes lundi, des ministres et des macronistes dénoncent «l'alliance» des deux camps. Un procès idiot et inconscient.

« Ces responsables n'ont-ils rien retenu des élections législatives ? N'ont-ils pas compris qu'en mettant un signe égal entre des insoumis qu'ils qualifient «d'extrême gauche» et un Rassemblement national «d'extrême droite», héritier d'un FN fondé

notamment par d'anciens collabos, ils insultent de nombreux électeurs de gauche ? Que cela rend vain leurs appels à la «responsabilité» face au «péril lepéniste», quand il s'agit de sauver la mise d'Emmanuel Macron ou de ses candidats entre deux tours de scrutin ? Que ce relativisme a permis l'élection à l'Assemblée de dizaine de députés RN ? Ne comprennent-ils pas qu'en fantasmant des «ponts» entre gauche et extrême droite, ils creusent leur propre tombe ? Ce n'est pas grâce aux voix de la gauche que le Rassemblement national a réussi à faire élire deux vice-présidents de l'Assemblée nationale : il y a fallu le renfort de bien des macronistes. »

« Le vote commun d'une motion de censure ne vaut pas «alliance» ou «rapprochement» avec un autre camp. Le dire est, au mieux, de la paresse intellectuelle, au pire, un dangereux jeu politicien. »

Marine Le Pen présidente en 2027 ? Oui, c'est malheureusement possible...

Libé - le 24 octobre 2022 Le billet de Thomas Legrand

Face à un corps électoral enclin à se tourner vers celui ou celle qu'il «n'a pas encore essayé», la virginité en matière de responsabilité politique de la présidente du RN est un atout inestimable. Pour la contrer, la gauche doit s'interroger sur la nature de son offre. La facilité serait qu'elle se radicalise.

L'examen du budget réactive le procès contre Emmanuel Macron, « président des riches » Le Monde - 25 octobre

Le refus du gouvernement d'instaurer des taxes sur les superprofits, les superdividendes ou de rétablir l'ISF a alimenté de nouveau les critiques contre le chef de l'Etat, accusé de favoriser les plus fortunés.

« L'étiquette d'« ami des riches », supposé insensible aux préoccupations des Français en bas de l'échelle, est longtemps restée collée sur le front de l'ancien banquier. »

« Cinq ans plus tard, l'histoire semble pourtant se répéter. Au moment de déclencher l'inévitable 49.3 pour faire adopter le budget sans vote, le gouvernement a retenu quelques amendements. Mais rien qui puisse remettre en cause le dogme macroniste : pas de hausse d'impôts. Exit, donc, la taxe sur les superdividendes présentée par l'allié du MoDem et votée par dix-neuf députés Renaissance (le parti présidentiel). Le chef de l'Etat apparaît ainsi rétif au fait de s'attaquer aux entreprises, mais aussi aux signes extérieurs de richesse. Ainsi, l'idée d'une interdiction des jets privés, au nom de la défense de l'écologie, avait été rejetée à l'été. »

« A l'heure où l'inflation rogne le pouvoir d'achat des plus modestes, quand les salaires de grands patrons défrayent la chronique, certains s'inquiètent d'une possible cécité du gouvernement. « C'est un pays qui a besoin de justice et de signes de justice. Et j'espère que le gouvernement est tout à fait conscient de ça », a souligné le patron du MoDem, François Bayrou, sur France Inter, le 19 octobre. »

Obsèques de Lola : la mort d'une enfant, de l'émotion à l'exploitation

Le Monde - 26 octobre Edito du Monde

Le meurtre effroyable de Lola, 12 ans, suscite un effroi légitime dans la société, mais l'instrumentalisation politique qui en est faite par l'extrême droite et une partie de la droite est indigne et cynique.

Le rôle des forêts pour réguler le climat reste largement sous-estimé Le Monde - 25 octobre

Au-delà de leur fonction cruciale de puits de carbone, ces écosystèmes ont des effets majeurs sur les températures et les précipitations, pourtant ignorés par une majorité de décideurs.

« S'il fallait encore convaincre de la nécessité d'accélérer les efforts en matière de lutte contre la déforestation, un rapport publié lundi 24 octobre par le World Resources Institute (WRI), un groupe de réflexion américain spécialisé dans les questions environnementales, apporte des arguments supplémentaires. Cette étude, intitulée « Not just carbon », souligne que les forêts sont encore plus importantes que les décideurs ne le pensent habituellement pour la régulation du climat : au-delà du cycle du carbone, elles ont des effets sur les températures et les précipitations, dont les implications au niveau local, régional et global ne sont quasiment jamais prises en compte. »

<p>Soutenez le Club Convaincre en envoyant un chèque d'adhésion de 30 € à l'adresse du Club Maison des associations 27 rue Denfert Rochereau 69004 LYON (bulletin ci-joint)</p>

pour tout contact : club.convaincre@gmail.com tel : 06 11 11 49 24

notre site <http://www.convaincre-rhone.fr/>

PS : vous êtes sur notre liste de diffusion ; pour en être retiré, il suffit de le demander : ce sera fait dans la foulée.